



# Assemblée générale

Distr. générale  
15 août 2006  
Français  
Original : anglais

## Soixante et unième session

Point 125 de l'ordre du jour provisoire\*

### Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

## Rapport du Bureau des services de contrôle interne Première partie

### Additif

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1-5	2
II. Évaluation globale de l'application des recommandations .....	6-11	4
A. Statistiques relatives à l'application .....	6-9	4
B. Économies .....	10-11	5
III. Analyse des recommandations qui n'ont pas été pleinement appliquées .....	12-24	6
A. Recommandations concernant l'ancienneté des recommandations.....	12	6
B. Recommandations particulièrement préoccupantes .....	13-24	11
IV. Liste des rapports : 1 <sup>er</sup> juillet-30 juin 2006 .....	25-26	14

\* A/61/150.



## I. Introduction

1. Le présent additif fournit des informations sur les progrès effectués dans l'application des recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI). Quoique plusieurs des entités soumises au contrôle du BSCI appliquent généralement des recommandations en temps opportun, le présent additif appelle l'attention sur les recommandations considérées comme essentielles qui n'ont toujours pas été appliquées. Le BSCI fait usage des critères suivants pour déterminer si une recommandation est essentielle :

- La recommandation préconise de modifier des directives et textes administratifs;
- La recommandation tend à corriger des problèmes systémiques de contrôle dans des secteurs à haut risque;
- La recommandation entraîne une amélioration mesurable des dispositifs de contrôle des méthodes et de l'exécution des tâches, de la productivité, de l'efficacité et de la gestion;
- La recommandation permet de mettre en cause la responsabilité des administrateurs, fonctionnaires et fournisseurs concernés en cas de fraude, de gaspillage et d'abus ou d'établir l'innocence de personnes visées par des allégations;
- La recommandation permet de faire des économies, de recouvrer des fonds, d'éviter des dépenses injustifiées atteignant ou dépassant 25 000 dollars des États-Unis;
- La recommandation a une importance actuelle;
- La recommandation exige l'accord de plusieurs conseils d'administration;
- La recommandation entraîne la cessation d'une coopération avec un partenaire d'exécution ou d'application ou la disqualification ou mise sur liste noire d'un fournisseur;
- La recommandation exige qu'un gouvernement prenne des mesures en sa qualité d'autorité d'un pays hôte, de donateur et pour des raisons similaires (par exemple, des exonérations fiscales).

2. Le rapport comprend quatre grandes parties. À la suite de l'introduction figurant dans la première partie, la deuxième partie présente une évaluation globale de l'application des recommandations. Le taux d'application, en ce qui concerne en particulier les recommandations essentielles, permet d'estimer dans quelle mesure l'action du BSCI contribue à améliorer la gestion et les opérations de l'Organisation. L'application des recommandations ne peut être assurée que par les administrateurs de programme auxquels elles sont adressées, raison pour laquelle le taux d'application reflète la volonté de changement de l'ensemble de l'Organisation et l'efficacité du système de contrôle interne.

3. Le tableau récapitulatif concernant l'ancienneté des recommandations (tableau I), qui figure dans la troisième partie, donne des précisions, entité par entité, sur les recommandations qui n'ont pas été appliquées. Un délai de quatre

semaines a été accordé à chaque entité pour fournir au BSCI, en vue de l'établissement du tableau, des renseignements précis sur les progrès effectués au 30 juin 2006. Un petit nombre d'administrateurs de programmes n'ont pas répondu ou ont fourni des réponses incomplètes. Ces cas sont indiqués dans la dernière colonne du tableau. La troisième partie présente également, lorsqu'il y a lieu, des observations concernant les recommandations particulièrement importantes, à savoir celles auxquelles le BSCI attache le rang de priorité le plus élevé en raison de la lenteur de la réponse.

4. Enfin, la quatrième partie contient la liste des rapports de contrôle publiée par le BSCI entre le 1<sup>er</sup> juillet 2005 et le 30 juin 2006, en application du paragraphe 1 a) de la résolution 59/272.

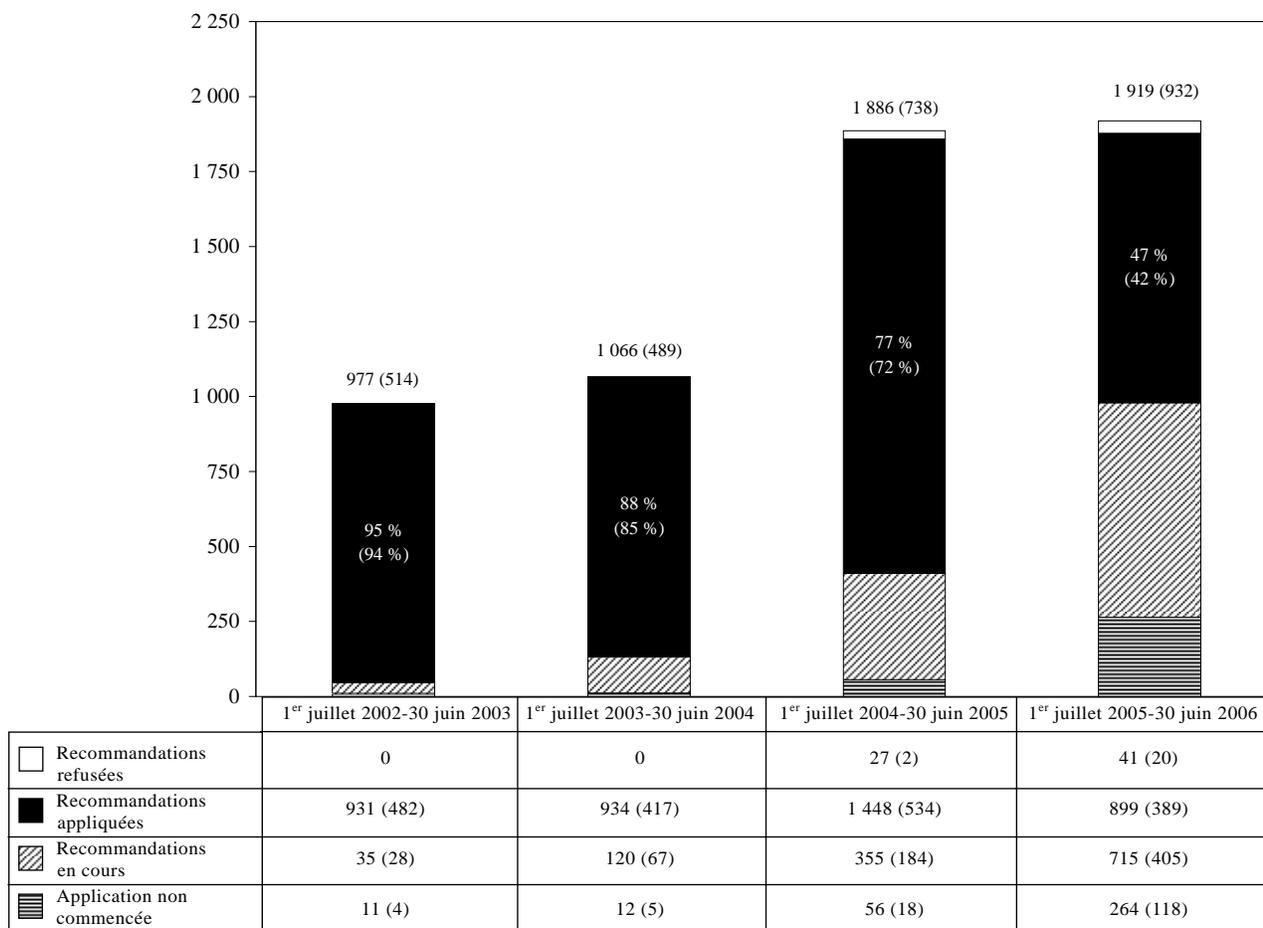
5. Comme cela a été indiqué dans la partie principale du rapport [A/61/264 (Part I)], le BSCI a formulé en février 2006 un nouveau système de suivi des recommandations, « Issue Track », qui a remplacé sept bases de données disparates utilisées par le Bureau dans le passé. Pendant le transfert des vieilles bases de données vers « Issue Track », le BSCI a réévalué toutes les recommandations non appliquées, ce qui a entraîné le retrait de plusieurs recommandations plus anciennes. Ne figurent pas non plus dans les statistiques fournies dans le présent rapport, et ce pour la première fois, les recommandations publiées dans les « observations d'audit », moyen utilisé généralement par le BSCI pour informer les administrateurs travaillant sur le terrain des conclusions des procédures d'audit les concernant. Ce système peut être considéré comme un mécanisme d'information intermédiaire, les conclusions et les recommandations d'audit les plus importantes étant consignées dans les rapports finals d'audit adressés aux administrateurs de programmes.

## II. Évaluation globale de l'application des recommandations

### A. Statistiques relatives à l'application

Diagramme

Application des recommandations entre le 1<sup>er</sup> juillet 2002 et le 30 juin 2006<sup>a</sup>



<sup>a</sup> Les recommandations essentielles figurent entre parenthèses.

6. Le diagramme montre que le BSCI a formulé 1 919 recommandations à l'intention des entités des Nations Unies dans la période du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006. Sur ce nombre, 932 (49 %) étaient considérées comme essentielles. Au 30 juin 2006, les administrateurs de programmes avaient appliqué 899 recommandations (47 %) et 389 recommandations essentielles (42 %). Le taux d'application qui était précédemment de 50 % en ce qui concerne toutes les recommandations et de 44 % dans le cas des recommandations essentielles a baissé faiblement par rapport à la même période de 2005.

### **Diminution du taux d'application**

7. La faible diminution du taux global d'application, à la différence de ceux des périodes précédentes, qui reflétait une tendance positive, peut s'expliquer en partie par l'augmentation de 16 % du nombre de recommandations essentielles formulées pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006. Le BSCI est conscient que les recommandations essentielles sont parfois complexes et peuvent souvent exiger un temps d'application plus long que prévu. Néanmoins, de nouvelles améliorations sont nécessaires pour mettre l'Organisation en mesure de mieux gérer les risques liés à la faiblesse des moyens de contrôle interne, au manque d'efficacité et aux effets éventuels d'une mise en œuvre inefficace des programmes.

### **Recommandations formulées de longue date**

8. L'ancienneté de certaines recommandations est particulièrement préoccupante. À titre d'exemple, 34 recommandations dont 17 sont essentielles, formulées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2002, n'ont toujours pas été pleinement appliquées. Plus longtemps les recommandations restent sans suite, en particulier les recommandations essentielles, plus grands sont les risques que court l'Organisation. Le BSCI est d'avis que la mise en œuvre intégrale des recommandations ne devrait pas prendre plus de trois ans, sauf dans des cas très exceptionnels.

### **Recommandations non acceptées**

9. Au total, 68 recommandations n'ont pas été acceptées par les administrateurs de programmes. Bien que le BSCI continue de coopérer avec ces administrateurs après la formulation des recommandations en vue d'obtenir leur accord, il peut arriver que ces discussions ne mènent pas à une position commune. En pareil cas, le BSCI fait état du désaccord dans ses rapports annuels et semi-annuels et souligne que la non-application de la recommandation et de ses possibles conséquences négatives incombe à l'Organisation.

## **B. Économies**

10. Au cours de la période considérée dans le présent rapport, le Bureau a estimé à 49,2 millions de dollars le montant des économies réalisées, soit une augmentation de 40 % par rapport à la même période de l'année précédente. Le montant total des économies et des recouvrements effectués dans la période s'est établi à environ 14,2 millions de dollars, soit une diminution de 3,8 millions par rapport à la même période de l'année précédente.

11. Une part importante des économies recommandées pour la période est due aux recommandations adressées au Département des opérations de maintien de la paix concernant ses méthodes de gestion des stocks prévus pour les déploiements stratégiques (rapport AP/2004/600/02). Le Bureau a recommandé au Département de cesser la pratique consistant à reconstituer les stocks de matériel stratégique provenant des réserves de l'Organisation des Nations Unies. Cette mesure pourrait provoquer une réduction des budgets futurs des missions atteignant environ 17,8 millions de dollars, une réduction de 8,9 millions de dollars ayant déjà été réalisée. Une autre partie importante des économies recommandées, soit 7,9 millions de dollars, a donné suite à une recommandation formulée à l'intention de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental et de l'Administration de transition des

Nations Unies au Timor oriental (UNMISET/ATNUTO), dans un rapport d'examen des contrats d'approvisionnement en rations, établi par le BSCI (AP/2005/682/06). Toutefois, aucune des économies recommandées n'avait été réalisée au 30 juin 2006.

### **III. Analyse des recommandations qui n'ont pas été pleinement appliquées**

#### **A. Recommandations concernant l'ancienneté des recommandations**

12. Le tableau I présente, entité par entité, toutes les recommandations qui n'avaient pas été appliquées au 30 juin 2006, les recommandations considérées comme essentielles figurant entre parenthèses. Les colonnes concernant l'ancienneté des recommandations indiquent le nombre d'années depuis lequel chacune attend d'être pleinement appliquée.

Tableau 1  
**Situation et ancienneté des recommandations non appliquées<sup>a</sup>**

<i>Entité</i>	<i>Recommandation non acceptée</i>	<i>Application non commencée</i>	<i>Application en cours</i>	<b>Total des recommandations non appliquées</b>	<i>Depuis plus d'un an<sup>b</sup></i>	<i>Entre 1 et 2 ans<sup>b</sup></i>	<i>Entre 2 et 3 ans<sup>b</sup></i>	<i>Plus de 3 ans<sup>b</sup></i>	<i>Réponses reçues par le BSCI concernant l'état d'avancement au 30 juin 2006</i>
Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BANUGBIS)	0	1 (1)	2 (2)	<b>3 (3)</b>	0	3 (3)	0	0	Oui
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH)	0	3 (0)	30 (15)	<b>33 (15)</b>	22 (15)	11 (0)	0	0	Oui
Bureau des commissions régionales à New York	0	0	1 (0)	<b>1 (0)</b>	0	1 (0)	0	0	Oui
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest	0	0	3 (3)	<b>3 (3)</b>	0	3 (3)	0	0	Oui
Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime	0	0	3 (3)	<b>3 (3)</b>	0	1 (1)	0	2 (2)	Oui
Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan	0	0	2 (2)	<b>2 (2)</b>	0	2 (2)	0	0	Oui
Cabinet du Secrétaire général	0	6 (4)	2 (2)	<b>8 (6)</b>	6 (5)	2 (1)	0	0	Non
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	6 (3)	23 (10)	38 (22)	<b>67 (35)</b>	53 (28)	10 (5)	2 (1)	2 (1)	Oui
Commission d'indemnisation des Nations Unies	3 (2)	0	2 (1)	<b>5 (3)</b>	3 (2)	3 (2)	2 (1)	0	Oui
Commission du commerce international (CCI)	0	0	7 (4)	<b>7 (4)</b>	3 (0)	4 (4)	0	0	Oui
Commission économique pour l'Afrique (CEA)	0	18 (0)	106 (34)	<b>124 (34)</b>	67 (16)	52 (15)	3 (2)	2 (1)	Incomplète
Commission économique pour l'Europe	0	4 (4)	7 (7)	<b>11 (11)</b>	11 (11)	0	0	0	Oui
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	0	0	1 (0)	<b>1 (0)</b>	0	1 (0)	0	0	Oui
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)	2 (2)	1 (1)	22 (18)	<b>25 (21)</b>	24 (21)	0	1 (0)	0	Oui
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	0	2 (1)	14 (10)	<b>16 (11)</b>	12 (9)	4 (2)	0	0	Oui

<i>Entité</i>	<i>Recommandation non acceptée</i>	<i>Application non commencée</i>	<i>Application en cours</i>	<b>Total des recommandations non appliquées</b>	<i>Depuis plus d'un an<sup>b</sup></i>	<i>Entre 1 et 2 ans<sup>b</sup></i>	<i>Entre 2 et 3 ans<sup>b</sup></i>	<i>Plus de 3 ans<sup>b</sup></i>	<i>Réponses reçues par le BSCI concernant l'état d'avancement au 30 juin 2006</i>
Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS)	0	5 (0)	0	<b>5 (0)</b>	0	5 (0)	0	0	Non
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification <sup>c</sup>	0	0	8 (8)	<b>8 (8)</b>	8 (8)	0	0	0	Oui
Département de la gestion	5 (5)	21 (13)	146 (130)	<b>172 (148)</b>	97 (81)	47 (44)	16 (15)	12 (8)	Oui
Département de la sûreté et de la sécurité	0	0	8 (6)	<b>8 (6)</b>	2 (0)	6 (6)	0	0	Oui
Département des affaires de désarmement	0	0	2 (2)	<b>2 (2)</b>	0	0	0	2 (2)	Oui
Département des affaires économiques et sociales	0	0	17 (4)	<b>17 (4)</b>	1 (1)	1 (0)	15 (3)	0	Oui
Département des affaires politiques	0	1 (1)	16 (13)	<b>17 (14)</b>	14 (11)	0	3 (3)	0	Oui
Département des opérations de maintien de la paix	14 (7)	70 (18)	210 (119)	<b>294 (144)</b>	228 (107)	39 (29)	25 (7)	2 (1)	Oui
École des cadres du système des Nations Unies	0	0	4 (3)	<b>4 (3)</b>	0	0	4 (3)	0	Oui
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP)	0	0	<b>3 (3)</b>	<b>3 (3)</b>	1 (1)	2 (2)	0	0	Oui
Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD)	0	0	3 (1)	<b>3 (1)</b>	3 (1)	0	0	0	Oui
Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)	0	1 (0)	3 (1)	<b>4 (1)</b>	4 (1)	0	0	0	Oui
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP)	0	0	1 (0)	<b>1 (0)</b>	0	1 (0)	0	0	Oui
Groupe des Nations Unies pour le développement	0	0	3 (0)	<b>3 (0)</b>	0	3 (0)	0	0	Oui
Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)	0	0	21 (4)	<b>21 (4)</b>	3 (3)	17 (1)	1 (0)	0	Oui
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	0	106 (56)	58 (35)	<b>164 (91)</b>	106 (57)	25 (14)	20 (15)	13 (5)	Oui
Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (INURD)	0	0	2 (1)	<b>2 (1)</b>	0	2 (1)	0	0	Oui

<i>Entité</i>	<i>Recommandation non acceptée</i>	<i>Application non commencée</i>	<i>Application en cours</i>	<b>Total des recommandations non appliquées</b>	<i>Depuis plus d'un an<sup>b</sup></i>	<i>Entre 1 et 2 ans<sup>b</sup></i>	<i>Entre 2 et 3 ans<sup>b</sup></i>	<i>Plus de 3 ans<sup>b</sup></i>	<i>Réponses reçues par le BSCI concernant l'état d'avancement au 30 juin 2006</i>
Institut des Nations Unies pour le développement social	0	0	6 (3)	<b>6 (3)</b>	0	6 (3)	0	0	Oui
Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI)	0	0	1 (1)	<b>1 (1)</b>	0	0	1 (1)	0	Oui
Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK)	25 (0)	8 (4)	45 (5)	<b>78 (9)</b>	20 (2)	48 (0)	10 (7)	0	Oui
Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (MANUTO)/ Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO)	0	3 (1)	2 (2)	<b>5 (3)</b>	1 (1)	4 (2)	0	0	Non
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA)	1 (0)	4 (1)	8 (7)	<b>13 (8)</b>	8 (5)	5 (3)	0	0	Oui
Mission d'assistance des Nations Unies en Sierra Leone (MANUSIL)	1 (0)	0	2 (0)	<b>3 (0)</b>	2 (0)	1 (0) <sup>b</sup>	0	0	Oui
Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG)	0	3 (3)	3 (2)	<b>6 (5)</b>	3 (2)	3 (3)	0	0	Oui
Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC)	7 (2)	20 (3)	53 (20)	<b>80 (25)</b>	34 (12)	39 (12)	6 (1)	1 (0)	Non
Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH)	0	2 (0)	5 (5)	<b>7 (5)</b>	6 (4)	1 (1)	0	0	Oui
Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)	0	0	4 (2)	<b>4 (2)</b>	1 (0)	3 (2)	0	0	Non
Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL)	1 (0)	0	21 (12)	<b>22 (12)</b>	20 (12)	2 (0)	0	0	Oui
Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS)	0	10 (9)	35 (20)	<b>45 (29)</b>	45 (29)	0	0	0	Oui
Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE)	0	0	10 (8)	<b>10 (8)</b>	5 (5)	4 (2)	1 (1)	0	Oui
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)	1 (0)	1 (0)	1 (0)	<b>3 (0)</b>	3 (0)	0	0	0	Oui

Entité	Recommandation non acceptée	Application non commencée	Application en cours	Total des recommandations non appliquées	Depuis plus d'un an <sup>b</sup>	Entre 1 et 2 ans <sup>b</sup>	Entre 2 et 3 ans <sup>b</sup>	Plus de 3 ans <sup>b</sup>	Réponses reçues par le BSCI concernant l'état d'avancement au 30 juin 2006
Office des Nations Unies à Genève (ONUG)	1 (0)	9 (7)	46 (23)	<b>56 (30)</b>	31 (15)	14 (9)	11 (6)	0	Oui
Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN)	0	0	68 (40)	<b>68 (40)</b>	35 (21)	5 (5)	0	28 (14)	Incomplète
Office des Nations Unies à Vienne (ONUW)	0	0	7 (4)	<b>7 (4)</b>	5 (2)	2 (2)	0	0	Oui
Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB)	1 (1)	4 (2)	7 (1)	<b>12 (4)</b>	12 (4)	0	0	0	Oui
Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI)	0	6 (5)	4 (4)	<b>10 (9)</b>	7 (6)	3 (3)	0	0	Oui
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST)	0	0	2 (1)	<b>2 (1)</b>	2 (1)	0	0	0	Oui
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	0	9 (0)	1 (0)	<b>10 (0)</b>	2 (0)	6 (0)	1 (0)	1 (0)	Non
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	0	0	79 (51)	79 (51)	42 (22)	15 (11)	8 (4)	14 (14)	Oui
Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)	0	0	22 (4)	<b>22 (4)</b>	8 (3)	13 (0)	0	1 (1)	Oui
Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	0	0	29 (14)	<b>29 (14)</b>	18 (6)	11 (8)	0	0	Oui
Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)	0	2 (1)	47 (16)	<b>49 (17)</b>	36 (10)	9 (4)	4 (3)	0	Oui
Université des Nations Unies (UNU)	0	0	6 (3)	<b>6 (3)</b>	6 (3)	0	0	0	Oui
<b>Total</b>	<b>68 (22)</b>	<b>343 (145)</b>	<b>1 259 (701)</b>	<b>1 670 (868)</b>	<b>1 020 (543)</b>	<b>438 (204)</b>	<b>132 (72)</b>	<b>80 (49)</b>	

<sup>a</sup> Le nombre de recommandations essentielles entrant dans chaque catégorie figure entre parenthèses.

<sup>b</sup> Nombre d'années depuis lequel les recommandations attendent d'être pleinement appliquées.

<sup>c</sup> Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1954, n° 33480.

## **B. Recommandations particulièrement préoccupantes**

13. Le fait que certaines recommandations n'ont pas été appliquées dans les meilleurs délais ne signifie pas forcément que les administrateurs de programme ne se sont pas attachés à leur donner suite. En réalité, il arrive parfois que la mise en œuvre des recommandations soit complexe et que leur application intégrale prenne plus de temps que prévu. Toutefois, la mise en œuvre de plusieurs recommandations a été excessivement lente. En pareil cas, le BSCI estime que l'adoption de mesures immédiates est nécessaire.

### **Département des affaires de désarmement**

14. Une recommandation formulée en 2002, dans laquelle il a été demandé au Département des affaires de désarmement de mettre au point un plan d'action diplomatique pour les pays africains et vis-à-vis des principaux donateurs, en vue d'assurer la stabilité financière du Centre régional des Nations Unies en Afrique, établi à Lomé (Togo), n'a pas encore été pleinement appliquée. Quoique le BSCI ait noté quelques progrès à cet égard, aucun résultat tangible n'a encore été obtenu pour ce qui est d'assurer la stabilité financière du Centre. Le Bureau note que le Centre régional des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique n'a toujours pas été réinstallé à Katmandou (Népal) alors que le Bureau lui avait recommandé d'établir dès que possible le plan d'action nécessaire assorti d'une date butoir appropriée et, ensuite, de l'appliquer. Quoique la conclusion d'un accord final avec le pays hôte soulève des difficultés, le Département doit aller de l'avant en vue de conclure l'accord avec les autorités népalaises en ce qui concerne le déplacement du Centre et discuter avec elles des dates possibles de cette opération.

### **Département de la gestion**

15. La lenteur de la mise en œuvre d'une recommandation adressée au Département en 2000 dans le rapport sur l'examen de suivi du programme et les pratiques administratives d'ONU-Habitat (voir le document A/54/764) est une question préoccupante. Le Département a informé le BSCI que les modules qui devaient permettre de donner aux administrateurs de rang supérieur une formation portant sur la délégation des responsabilités étaient prêts et que leur mise en œuvre devait commencer au printemps de 2006. Toutefois, le BSCI n'a pas reçu de précisions supplémentaires sur le point de savoir si la formation avait eu lieu et combien de fonctionnaires de haut niveau y avaient participé.

16. Cinq recommandations relatives à l'examen de cas de discrimination possibles liée à la nationalité, à la race, au sexe, à la religion et à la langue en matière de recrutement, de promotion et de nomination (voir A/56/956) formulées en 2002 n'ont toujours pas été appliquées. Même si le BSCI considère que les cinq recommandations sont en cours d'application, il n'en reste pas moins qu'un délai de quatre ans est excessif. Les recommandations prescrivent notamment les mesures suivantes :

- Il conviendrait de renforcer les plans d'action relatifs aux ressources humaines afin d'aider le Bureau de la gestion des ressources humaines à contrôler la manière dont les administrateurs de programme s'acquittent de leurs responsabilités;

- Le Bureau de la gestion des ressources humaines devrait procéder à une évaluation du mécanisme de plaintes prévu pour traiter les cas présumés de discrimination en vue de les renforcer;
- Le Bureau de la gestion des ressources humaines devrait faire figurer des renseignements sur les fonctionnaires des tribunaux internationaux dans le rapport du Secrétaire général sur la composition du Secrétariat;
- Le Bureau de la gestion des ressources humaines devrait veiller à ce que l'évaluation du comportement professionnel de chaque fonctionnaire soit disponible dans le système IMIS;
- Le Bureau de la gestion des ressources humaines devrait noter et vérifier la langue maternelle de chaque fonctionnaire dans l'IMIS.

17. Le Bureau de la gestion des ressources humaines n'a pas pleinement appliqué une recommandation du BSCI sur les effets de la réforme de la gestion des ressources humaines (voir A/59/253) formulée en 2004, dans laquelle le Bureau précise de quelle manière la mobilité permettra de mettre les qualifications et compétences au service des besoins opérationnels, identifiées grâce à un inventaire des qualifications du personnel de chaque département ou bureau. La non-application de cette recommandation diminuerait l'efficacité du programme de mobilité du personnel des Nations Unies et empêcherait d'atteindre l'objectif fixé par l'Assemblée générale à cet égard.

#### **Département des opérations de maintien de la paix**

18. Le fait qu'un membre d'un contingent affecté au maintien de la paix en République démocratique du Congo n'a pas été et ne sera pas invité à répondre de ses actes par les autorités nationales de son pays à la suite d'une enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et d'abus sexuels commis en 2001 dans ce pays reste une question préoccupante. Selon le Département des opérations de maintien de la paix, la Mission permanente du pays concerné considère que les mesures qui ont été prises à ce stade sont loin de leur terme. En outre, le BSCI a recommandé au Département d'envisager la manière la plus appropriée d'informer la victime et sa famille de l'enquête menée par les autorités nationales du pays de l'agent de maintien de la paix et de la procédure engagée par l'Organisation des Nations Unies. Le BSCI n'a pas été tenu informé des mesures qui ont été prises à cet égard.

19. Le BSCI a découvert qu'un Volontaire des Nations Unies affecté à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) avait falsifié 34 demandes de remboursement d'un montant total de 68 000 dollars. En 2004, le Bureau a recommandé au Département d'envisager de renvoyer l'affaire à la juridiction nationale compétente afin qu'elle engage des poursuites pénales. Le Bureau des affaires juridiques a approuvé la recommandation du BSCI et, le 26 avril 2006, le Sous-Secrétaire général chargé du Département des opérations de maintien de la paix a demandé au Représentant spécial du Secrétaire général en République démocratique du Congo d'agir en conséquence. Toutefois, l'affaire n'a toujours pas été renvoyée à qui de droit en vue de poursuites pénales.

20. Dans une affaire concernant l'achat de matériel de modernisation de l'aérodrome de Bunia utilisé par la MONUC, le BSCI a formulé plusieurs recommandations essentielles : a) veiller à ce que le Département des achats de la Division respecte la confidentialité des procédures d'appels d'offres; b) définir et

faire connaître les règles concernant l'obligation de signaler les conflits d'intérêts réels ou potentiels afin que les administrateurs de la Mission en soient conscients; c) définir et faire connaître les procédures concernant l'enregistrement et le stockage des documents d'information sur ce sujet. Le Département n'a pas accepté ces recommandations en faisant valoir que le Service des achats de l'ONU serait l'organe compétent. Cette façon de voir est inexacte étant donné que les activités de la Mission en ce qui concerne les achats relèvent du Département. Le BSCI souligne que le Département devrait s'occuper de toute urgence de cette affaire.

21. Au cours d'une enquête, le BSCI a découvert des fraudes sur le carburant, les rations et les remboursements représentant au total environ 1,5 million de dollars, commises par un contingent de la Force des Nations Unies au Liban (FINUL). À cet égard, le BSCI a recommandé d'adopter un système d'enregistrement des véhicules afin d'en éliminer toute utilisation non autorisée. Le Département a affirmé qu'il avait appliqué ce système avec l'accord du gouvernement du pays fournisseur de troupes concerné. La non-adoption de ce système expose l'Organisation à des risques inutiles.

22. Une enquête menée au sein de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) a révélé que le pays hôte fournissait gratuitement aux fonctionnaires de la Mission de la nourriture et des logements. Après cette découverte, le BSCI a recommandé à la MINURSO de réviser l'accord conclu entre le pays hôte et l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le logement et la nourriture du personnel international. Le Département n'a pas accepté cette recommandation, faisant observer que la MINURSO était d'avis que la renégociation de l'accord concernant le statut des forces n'était pas souhaitable car elle aurait des conséquences très importantes sur ses opérations, tant financièrement que politiquement. L'accord susmentionné pourrait mettre la MINURSO dans une situation délicate, y compris par d'éventuelles incidences politiques. En outre, il reste à déterminer si le pays hôte déduit les biens et services qu'il fournit de sa contribution à l'ONU, pratique qui réduirait ou annulerait les avantages financiers gagnés par l'Organisation.

### **ONU-Habitat**

23. Au cours d'un audit effectué en 2000, le BSCI a recommandé au Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) d'élaborer un manuel des procédures pour mettre en place un système de contrôle financier et budgétaire de ses projets de coopération technique. Même en tenant compte de ce que l'élaboration d'un tel manuel est une opération complexe, les progrès ont été néanmoins d'une lenteur excessive. Il importe que les fonctionnaires de terrain d'ONU-Habitat reçoivent des directives claires et comprennent bien ce qu'ils sont censés faire dans l'exercice de leurs fonctions et responsabilités. Cela devrait permettre de réduire les risques d'irrégularités financières et budgétaires.

### **Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU)**

24. Dans son audit de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies, effectué en 2005, le BSCI a découvert qu'en dépit des changements radicaux survenus en Iraq depuis mars 2003, le programme de travail de la Commission n'avait pas été révisé depuis. Le BSCI a recommandé à la

COCOVINU de réviser son programme de travail chaque année afin de tenir compte de l'évolution de la situation sur le terrain. Étant donné que la COCOVINU est un organe subsidiaire du Conseil de sécurité et en reçoit ses instructions directement, le BSCI a adressé cette recommandation au Secrétaire général. Il n'a pas reçu de réponse du Cabinet du Secrétaire général.

#### **IV. Liste des rapports : 1<sup>er</sup> juillet-30 juin 2006**

25. Le Bureau des services de contrôle interne a publié 234 rapports de contrôle interne au cours des 12 mois écoulés du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006, notamment 18 rapports adressés à l'Assemblée générale. Étant donné la règle concernant la limitation de la longueur des documents, le tableau 2 présente succinctement les questions abordées dans chaque rapport, conformément au paragraphe 1 a) de la résolution 59/272 de l'Assemblée générale.

26. Conformément au paragraphe 1 c) de la même résolution, les États Membres peuvent consulter les rapports du BSCI à leur demande. Les titres de tous les rapports du BSCI sont affichés sur le site suivant : <<http://www.un.org/Depts/oios/report&pub.htm>>.

Tableau 2

**A. Rapports adressés à l'Assemblée générale**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
A/60/120	14 juillet 2005	Inspection de la gestion du programme et des pratiques administratives des bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique
A/60/281	19 août 2005	Audit de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme
A/60/288	22 août 2005	Audit sur le Plan-cadre d'équipement pour la période d'août 2004 à juillet 2005
A/60/291	23 août 2005	Audit sur l'utilisation et la gestion des fonds destinés à renforcer la sécurité et la sûreté des locaux de l'Organisation des Nations Unies
A/60/346 et Corr.1	9 septembre 2005 8 novembre 2005	Rapport annuel, 1 <sup>er</sup> juillet 2004-30 juin 2005
A/60/596	16 novembre 2005	Examen de l'efficacité de la gestion de l'information militaire dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU
A/60/588	13 décembre 2005	Examen de l'action civilo-militaire menée dans le cadre des opérations de maintien de la paix
A/60/682	17 février 2006	Audit des coûts standards appliqués pour les frais généraux du siège
A/60/713	13 mars 2006	Examen global de la discipline dans les missions dirigées par le Département des opérations de maintien de la paix
A/60/717	13 mars 2006	Audit de gestion approfondi du Département des opérations de maintien de la paix
A/61/61	17 février 2006	Inspection du programme et de la gestion administrative de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
A/61/64	20 avril 2006	Exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2004-2005
A/61/83 et Corr.1	16 mai 2006	Renforcement du rôle de l'évaluation et meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale
E/AC.51/2006/2	24 mars 2006	Évaluation thématique des réseaux de gestion du savoir au service de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire
E/AC.51/2006/3	9 mai 2006	Utilité de l'évaluation thématique pilote <sup>a</sup>
E/AC.51/2006/4	9 mai 2006	Évaluation approfondie du programme Affaires politiques
A/60/720 et Corr.1	14 mars 2006	Enquête de l'Équipe spéciale d'investigation concernant des allégations de fraude et de corruption à l'aéroport de Pristina
E/AC.51/2006/5	16 mars 2006	Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-troisième session, suite à l'évaluation approfondie du programme concernant le droit de la mer et des affaires maritimes

<sup>a</sup> Liens entre les activités du siège et des bureaux extérieurs : examen des pratiques optimales en matière d'élimination de la pauvreté dans le cadre de la Déclaration du Millénaire (E/AC.51/2005/2).

## B. Rapports adressés aux administrateurs de programmes

<i>Entité</i>	<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
BUNUTIL	0645/05	7 février 2006	Enquête concernant la gestion catastrophique présumée du magasin du Service des technologies des communications et de l'information
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	AN2004/590/07	19 juillet 2005	Audit du bureau de terrain du Libéria
	AN2004/590/01	30 décembre 2005	Audit du bureau de terrain en République démocratique du Congo
	AN2005/590/03	14 février 2006	Audit de la gestion des ressources humaines affectées aux opérations sur le terrain du Bureau de la coordination des affaires humanitaires
	AN2005/590/09	19 avril 2006	Audit du Fonds central pour les interventions d'urgence
Caisse commune des pensions des fonctionnaires des Nations Unies	AN2005/590/07	20 février 2006	Audit du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (opérations relatives au tsunami)
	AS2005/801/01	22 juillet 2005	Examen des investissements immobiliers
	AS2005/800/02	1 <sup>er</sup> novembre 2005	Audit du bureau de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à Genève
	AS2005/801/02	2 mars 2006	Audit des services consultatifs et des services de courtage
	0543/05	28 mars 2006	Enquête concernant des allégations de conflits d'intérêts, de favoritisme et de mauvaise gestion
CCI	AS2005/800/01	4 avril 2006	Audit du système de comptabilité Lawson
	0259/05	19 octobre 2005	Enquête concernant des allégations relatives à des demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études
CEA	AA2005/710/01	7 septembre 2005	Audit de l'administration des prestations
	AA2005/710/11	17 février 2006	Audit de la subvention octroyée à l'Institut africain de développement et de planification économiques (DEP)
	AA2005/710/05	4 avril 2006	Audit du Service médical des Nations Unies
CEE	0412/05	21 décembre 2005	Enquête concernant des allégations selon lesquelles un fonctionnaire aurait utilisé des ordinateurs portables officiels pour consulter des sites Internet pornographiques et pédophiles
	AE2005/720/01	31 janvier 2006	Audit de la gestion des technologies de l'information et des communications
CNUCED	AE2005/340/01	21 septembre 2005	Audit de la gestion des technologies de l'information et des communications
	AE2006/341/01	30 juin 2006	Audit de la Division de l'investissement, de la technologie et de l'entreprise de la CNUCED
COCOVINU	AF2003/821/01	14 octobre 2005	Examen exhaustif de la COCOVINU
Commission d'indemnisation des Nations Unies	AF2005/820/02	21 juillet 2005	Audit des procédures relatives à l'octroi d'indemnités
	AF2005/820/03	13 décembre 2005	Audit de la vingtième tranche des réclamations tardives palestiniennes de la catégorie D
	AF2005/820/04	10 avril 2006	Audit des activités de liquidation de la Commission
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	AA2005/242/01	11 janvier 2006	Audit de la gestion des technologies de l'information

<i>Entité</i>	<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
Département de l'information	AN2006/580/02	5 juin 2006	Audit du Fonds d'affectation spéciale du Forum du développement
Département de la gestion	0307/05	4 août 2005	Enquête concernant des allégations de conflits d'intérêts et d'abus de fonctions dans la section des services d'achats du Bureau des services centraux d'appui
	0223/05	28 octobre 2005	Enquête concernant des allégations de fautes professionnelles commises par un fonctionnaire du Bureau de gestion des ressources humaines
	AH2004/511/02	1 <sup>er</sup> décembre 2005	Audit de la comptabilisation commune des fonds.
	AH2004/511/03	5 janvier 2006	Audit du régime d'assurance maladie offert au personnel recruté localement et aux administrateurs recrutés sur le plan national
	AH2004/513/02	13 février 2006	Audit de la gestion des contrats d'entretien et de services par le Service de la gestion des installations au sein du Bureau des services centraux d'appui
	AH2005/513/03	16 mai 2006	Audit des pratiques et directives concernant la liquidation des biens
Département des affaires économiques et sociales	AN2004/540/04	17 août 2005	Audit de projets sélectionnés de coopération technique au Yémen
Département des affaires politiques	AP2005/560/03	24 mai 2006	Audit du recrutement d'experts pour le comité des sanctions
	AP2005/560/05	23 février 2006	Audit de la gestion du Département des opérations de maintien de la paix – activités de fond (rapports séparés portant sur des questions relevant du Département des affaires politiques)
	AP2006/560/02	20 juin 2006	Audit du bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs
Département des opérations de maintien de la paix	AP2004/600/02	23 novembre 2005	Audit de la gestion des stocks de déploiement stratégique
	AP2004/600/09	17 janvier 2006	Audit horizontal des contrats de fourniture de rations aux missions de maintien de la paix
	AP2005/600/23	18 janvier 2006	Audit de la gestion du Département des opérations de maintien de la paix – meilleures pratiques
	AP2005/600/20	20 janvier 2006	Audit de la gestion du Département des opérations de maintien de la paix – achats
	AP2005/600/17	14 février 2006	Audit de la gestion du Département des opérations de maintien de la paix – technologies de l'information et de la communication
	AP2005/600/15	16 février 2006	Audit de la gestion du Département des opérations de maintien de la paix – processus de planification intégrée des missions
	AP2005/600/19	21 février 2006	Audit de la gestion du Département des opérations de maintien de la paix – gestion financière et budgétisation
	AP2005/600/16	22 février 2006	Audit de la gestion du Département des opérations de maintien de la paix – activités de fond
	AP2005/600/18	22 février 2006	Audit de la gestion du Département des opérations de maintien de la paix – gestion des ressources humaines
	AP2006/600/09	5 juin 2006	Audit des affectations à des missions par l'intermédiaire du Comité de planification des remplacements du Département des opérations de maintien de la paix

**A/61/264 (Part I)/Add.1**

<i>Entité</i>	<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
Direction du Comité contre le terrorisme	AP2005/560/04	3 novembre 2005	Examen de la gestion de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme
FINUL	0261/05	4 août 2005	Enquête sur des fraudes, des vols et des détournements de carburant et de rations et d'autres irrégularités commises par des membres d'un contingent militaire de la FINUL
	AP2005/672/01	24 octobre 2005	Examen de la discipline
FNUOD	AP2005/670/01	24 octobre 2005	Examen de la discipline
Haut Commissariat pour les réfugiés	AR2005/162/03	13 juin 2006	Audit du registre des administrateurs recrutés sur le plan international
	AR2005/131/07	28 juin 2006	Audit des opérations en Libye
	AR2006/131/03	30 juin 2006	Audit des mesures de confiance en faveur des réfugiés du Sahara occidental
	AR2005/121/06	30 juin 2006	Audit des opérations régionales en Hongrie, y compris des missions en Pologne, en Slovaquie et en Slovaquie
HCR	AE2005/01331	23 décembre 2005	Audit des projets du Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture aux Philippines
	0033/06	10 mars 2006	Contrôle d'une enquête pénale du Bureau de la coordination des activités humanitaires concernant des allégations de vol
	AR2005/131/01	8 août 2005	Audit des opérations en Iraq
	AR2005/131/01	11 août 2005	Audit des opérations dans le sud de l'Iraq financées par le Groupe des Nations Unies pour le développement
	AR2005/121/02	19 août 2005	Audit des opérations en Grèce
	AR2005/141/01	26 août 2005	Audit des opérations au Myanmar
	AR2005/110/01	29 août 2005	Audit des opérations au Burundi
	AR2005/162/02	29 août 2005	Audit de l'administration de la prime de sujétion et de mobilité
	AR2005/141/03	31 août 2005	Évaluation des risques concernant le projet de secours aux victimes du tsunami du HCR à Sri Lanka
	AR2005/131/02	13 septembre 2005	Audit des opérations en Jordanie
	AR2005/131/06	6 octobre 2005	Audit des prestations pour perte d'emploi versées au personnel du partenaire d'exécution du HCR au Pakistan
	AR2005/111/04	30 octobre 2005	Audit des opérations au Cameroun
	AR2005/151/01	16 novembre 2005	Audit des opérations en Équateur
	AR2005/141/02	20 décembre 2005	Audit des opérations en Indonésie
	AR2005/151/02	28 décembre 2005	Audit des opérations du Bureau régional du Venezuela
	AR2005/112/03	30 décembre 2005	Audit des opérations en Somalie
	AR2005/131/05	9 février 2006	Audit des opérations en République arabe syrienne
	AR2005/110/02	21 février 2006	Audit des opérations au Rwanda
	AR2005/161/04	5 mai 2006	Examen de l'application par le HCR des prescriptions issues de la vérification des comptes des partenaires
	AR2005/162/07	9 mai 2006	Audit des allocations pour perte d'emploi prévues pour le personnel du partenaire d'exécution
	AR2005/121/05	9 mai 2006	Audit des opérations au Kosovo (Serbie)

<i>Entité</i>	<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
	AR2005/162/04	16 mai 2006	Audit des pratiques, procédures administratives et financières du HCR concernant les évacuations sanitaires et des questions connexes
	AR2005/111/01	16 mai 2006	Audit des opérations d'urgence du Togo au Ghana
	AR2005/163/01	17 mai 2006	Examen des profils de projet du HCR (nouveau système d'enregistrement)
	AR2005/111/01	6 juin 2006	Audit des opérations d'intervention d'urgence du Togo au Bénin
	AR2005/112/01	6 juin 2006	Examen du statut actuel des fonctionnaires du HCR affectés à des projets
MANUA	AP2005/630/08	4 octobre 2005	Audit des fonds d'affectation spéciale de la MANUA
	AP2005/630/07	23 novembre 2005	Examen de la discipline
MANUTO/ ATNUTO	AP2005/682/06	22 novembre 2005	Examen de l'approvisionnement en rations
MINUEE	AP2005/624/11	28 juillet 2005	Examen de la discipline
	AP2005/624/04	13 décembre 2005	Audit de la surveillance de la zone de sécurité temporaire
	AP2005/624/07	28 juin 2006	Audit du paiement de l'indemnité de subsistance en mission
MINUK	AP2005/650/10	8 novembre 2005	Examen de la discipline
	AP2005/650/08	22 mai 2006	Audit des taux de vacance de poste
	AH2005/511/05	21 juin 2006	Audit du Fonds d'affectation spéciale pour soutenir la Mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo
	AP2005/650/05	28 juin 2006	Audit du contrat d'approvisionnement en carburant de la MINUK passé avec BIS Oil Team (société établie à Skopje)
MINUL	0424/04	7 juillet 2005	Enquête concernant des allégations de conflits d'intérêts
	0430/04	2 août 2005	Enquête concernant des allégations de détournements de carburant par des militaires d'un contingent fourni par un État Membre
	0422/04	7 septembre 2005	Enquête concernant des allégations relatives à la sollicitation d'une commission occulte par un fonctionnaire de la MINUL
	0432/04	22 septembre 2005	Enquête concernant une violation présumée de l'article 146 de l'accord sur l'état des forces conclu entre le Gouvernement libérien et la MINUL
	0093/04	23 septembre 2005	Enquête sur des conflits d'intérêts et des abus de pouvoir présumés
	0154/05	10 octobre 2005	Enquête sur des courriels menaçants et des conflits d'intérêts potentiels
	0176/05	24 octobre 2005	Enquête concernant des allégations de conduite répréhensible, d'abus d'autorité et de gaspillage
	AP2005/626/08	22 novembre 2005	Audit des taux de vacance de postes des missions
	AP2005/626/03	30 novembre 2005	Audit de la gestion des projets d'ingénierie
	0504/05	6 décembre 2005	Enquête concernant des allégations selon lesquelles des irrégularités graves auraient été commises au sein du Service des transports aériens de la MINUL
	AP2005/626/13	7 décembre 2005	Audit de biens stockés dans des conteneurs
	0417/04	12 décembre 2005	Enquête concernant des allégations dénonçant des irrégularités, des dessous de table et une fuite qui auraient eu lieu avant l'ouverture d'un appel d'offres de services de voyage

<i>Entité</i>	<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
	0412/04	13 décembre 2005	Enquête concernant des allégations relatives à l'utilisation à titre personnel de biens de l'ONU par des membres du personnel de la MINUL
	AP2005/626/15	13 décembre 2005	Audit du fonds d'affectation spéciale pour le désarmement, la démobilisation, la réinsertion et le rapatriement – demande de remboursement de dépenses du PNUD
	AP2005/626/12	22 décembre 2005	Examen de la discipline
	0701/05	24 janvier 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un officier de la police civile de la MINUL
	AP2005/626/01	25 janvier 2006	Audit du Programme concernant l'état de droit
	AP2005/626/07	25 janvier 2006	Audit du programme de désarmement, de démobilisation, de réinsertion et de rapatriement
	0706/05	31 janvier 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un agent de maintien de la paix de la MINUL
	0719/05	7 février 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un membre du personnel de la MINUL
	0425/04	7 février 2006	Enquête concernant des allégations de mauvaise gestion et de gaspillage de ressources de la MINUL (pile à combustible)
	0724/05	23 mai 2006	Enquête sur des agressions sexuelles qui auraient été commises par un agent de maintien de la paix de la MINUL
	0753/05	23 mai 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un agent de maintien de la paix de la MINUL
	0770/05	23 mai 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un policier de la MINUL
	AP2006/626/12	12 juin 2006	Audit du Groupe de la sécurité aérienne de la MINUL
MINURSO	0457/05	3 novembre 2005	Enquête concernant des allégations relatives à des irrégularités graves commises par des fonctionnaires de la MINURSO
MINUSIL	0316/05	7 septembre 2005	Enquête sur des vols de carburant à une centrale de la MINUSIL
	AP2005/622/03	25 octobre 2005	Examen des comptes débiteurs
	AP2005/622/06	25 octobre 2005	Audit des taux de vacance de postes
	AP2005/622/15	22 novembre 2005	Examen de la discipline
	AP2005/622/02	28 novembre 2005	Examen des sommes restant dues et des comptes créditeurs
	AP2005/622/07	16 février 2006	Audit de la gestion des inventaires
	AP2006/622/09	21 mars 2006	Examen de suivi des recommandations non exécutées de l'audit concernant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone
	AP2006/622/02	23 mars 2006	Audit de la réduction de la Mission
	AP2006/622/05	24 mars 2006	Audit des factures téléphoniques et des recouvrements s'y rapportant
	AP2006/622/03	5 avril 2006	Audit du plan d'assurance maladie
	AP2006/622/06	21 avril 2006	Audit des indemnités de voyage et indemnités connexes

<i>Entité</i>	<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
MINUSOUD	AP2005/632/01	4 octobre 2005	Audit de la Mission préparatoire des Nations Unies au Soudan
	AP2005/632/02	30 novembre 2005	Examen de la discipline
	0416/05	23 décembre 2005	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un membre du personnel de la MINUSOUD
	AP2005/632/04	23 février 2006	Audit de la gestion des rations
MINUSTAH	AP2005/683/10	28 juillet 2005	Examen de la discipline
	AP2004/683/02	11 août 2005	Audit des activités d'achat
	AP2004/683/03	13 décembre 2005	Audit des opérations aériennes
	AP2005/683/03	20 mars 2006	Audit des décaissements pour les dépenses opérationnelles
	0068/06	22 juin 2006	Enquête concernant un viol auquel aurait participé un soldat non identifié de la MINUSTAH
MONUC	AP2005/620/11	8 août 2005	Audit de la gestion du carburant
	AP2005/620/06	9 août 2005	Audit de la rénovation d'aérodromes
	0179/05	7 septembre 2005	Enquête concernant une allégation relative à des irrégularités et à un abus d'autorité dans le recrutement d'un membre du personnel de la MONUC
	0509/05	16 novembre 2005	Enquête concernant des allégations faisant état d'actes d'exploitation sexuelle et d'abus sexuels
	AP2005/620/03	22 novembre 2005	Audit du programme de protection de l'enfant
	0508/05	6 décembre 2005	Enquête concernant des allégations relatives à des irrégularités commises par un soldat de la MONUC
	0457/04	7 décembre 2005	Enquête concernant des allégations de mauvaise gestion et de gaspillage au sein de la Section des transports aériens de la MONUC
	AP2005/620/08	8 décembre 2005	Audit des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration
	0309/05	23 décembre 2005	Enquête concernant des irrégularités, des pots-de-vin et des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient eu lieu dans un bureau de terrain de la MONUC
	AP2005/620/17	23 décembre 2005	Examen de la discipline
	0514/05	9 janvier 2006	Enquête sur un viol qui aurait été commis par un soldat affecté à la MONUC
	0572/05	23 janvier 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un soldat affecté à la MONUC
	0566/05	25 janvier 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un membre du personnel d'un bureau de terrain de la MONUC
	0204/05	26 janvier 2006	Enquête sur des allégations concernant des demandes frauduleuses d'indemnité pour la sécurité des résidences
0545/05	3 mars 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un employé d'un prestataire de services de la MONUC	

<i>Entité</i>	<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
	0646/05	6 mars 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un employé d'un fournisseur de la MONUC
	0567/05	5 avril 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un spécialiste des affaires humanitaires
	0510/05	5 avril 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un officier de police militaire de la MONUC
	0635/05	7 mai 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par des agents de maintien de la paix d'un contingent de la MONUC
MONUG	AP2005/656/02	25 octobre 2005	Examen de la discipline
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	0218/05	19 décembre 2005	Enquête concernant des allégations selon lesquelles un membre du personnel de l'Office aurait reçu indûment, à titre de cadeau, un pistolet Glock
	AE2005/366/01	29 décembre 2005	Audit de la gestion des programmes et de l'administration du bureau du Centre régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique
	AE/2005/365/01	26 avril 2006	Audit du Service du partenariat et du développement de la Division des opérations
	AE2006/366/03	12 juin 2006	Audit de la gestion du programme et de l'administration du Bureau régional pour le Mexique et l'Amérique centrale
ONUB	AP2004/648/01	18 juillet 2005	Audit des procédures de sécurité
	AP2004/648/02	1er août 2005	Examen des procédures du Centre mixte des opérations logistiques
	AP2005/648/14	28 octobre 2005	Examen de la discipline
	AP2005/648/09	3 novembre 2005	Audit des indicateurs de fraude en matière d'achats
	AP2005/648/10	23 novembre 2005	Audit des taux de vacance de postes
	AP2005/648/05	30 novembre 2005	Audit de la gestion des contrats importants
	0377/05	26 janvier 2006	Enquête sur des actes de harcèlement sexuel et d'exploitation sexuelle qui auraient été commis à l'encontre d'un membre du personnel de l'ONUB
	0021/06	6 mars 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un agent du maintien de la paix de l'ONUB
	0016/06	7 mars 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un ancien observateur militaire de l'ONUB
	AP2005/648/02	8 mars 2006	Audit des activités d'approvisionnement
	AP2005/648/15	21 mars 2006	Audit de demandes frauduleuses de remboursement de frais de voyage
	0060/06	22 mars 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un agent de la paix de l'ONUB
	0003/06	18 avril 2006	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle et des abus sexuels qui auraient été commis par un soldat membre d'un contingent de l'ONUB
	AP2005/648/08	9 juin 2006	Audit de la Section des transports de l'ONUB

<i>Entité</i>	<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
ONUCI	AP2005/640/13	9 août 2005	Examen de la discipline
	AP2005/640/02	19 octobre 2005	Audit de la gestion de la trésorerie
	0298/05	3 novembre 2005	Enquête concernant des membres du personnel de l'ONUCI qui auraient eu des relations avec des prostituées
	0525/05	24 janvier 2006	Enquête sur la mort d'un agent de maintien de la paix des Nations Unies dans le cadre de l'ONUCI
	AP2005/640/03	6 juin 2006	Audit des activités d'achat
	AP2005/640/07	28 juin 2006	Audit des taux de vacance de postes
	AP2005/640/11	28 juin 2006	Audit des projets à impact rapide
ONUG	0186/05	1er août 2005	Rapport d'enquête sur l'utilisation abusive présumée de véhicules et de chauffeurs de l'ONU
	AE2005/311/07	19 août 2005	Audit de l'administration de l'indemnité de mobilité et de sujétion
	AE2005/311/06	22 décembre 2005	Audit de la Section de la sécurité et de la sûreté de l'ONUG
	AE2005/313/01	30 décembre 2005	Audit du Programme d'activités culturelles de l'ONUG
ONU-Habitat	AE2005/314/01	12 juin 2006	Audit des opérations de vente et de commercialisation de l'ONUG
	AA2005/250/01	24 mai 2006	Audit du mécanisme d'ONU-Habitat pour l'assainissement des taudis
ONUN	AA2003/211/02	18 juillet 2005	Audit de l'administration des voyages
	0076/05	20 octobre 2005	Irrégularités présumées en matière d'achats, au cours du traitement du contrat de gestion du centre récréatif du complexe de Gigiri
	0327/04	20 octobre 2005	Enquête concernant un membre du personnel du PNUE qui avait omis de restituer une indemnité journalière de subsistance inutilisée
	AA2004/211/03	24 octobre 2005	Audit de la gestion de la sécurité et de la sûreté
	AA2005/211/03	1er novembre 2005	Audit des services d'appui – centre récréatif des Nations Unies
	AA2005/211/04	24 février 2006	Audit des opérations commerciales de l'ONUN
ONUST	AP2005/674/01	25 octobre 2005	Examen de la discipline
ONUV	AE/2005/321/02	30 janvier 2006	Audit de la Section de la sécurité et de la sûreté de l'ONUV
PNUD	0610/05	15 mars 2006	Enquête concernant plusieurs allégations mettant en cause des membres du personnel de la MINUSTAH
PNUE	AA2005/220/01	18 juillet 2005	Audit du Plan d'action du PNUE pour la Méditerranée
	AA2005/220/02	7 septembre 2005	Audit du Centre international d'écotechnologie du PNUE
	AA2006/220/03	17 mai 2006	Audit du secrétariat de la Convention sur la diversité biologique
Services d'appui au développement	0499/05	2 mars 2006	Enquête concernant l'allégation de viol mettant en cause la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies
TPIR	AA2004/260/02	27 juillet 2005	Audit de l'administration des prestations (congé dans les foyers, allocation-logement et allocation de sécurité)
	AA2005/260/01	7 septembre 2005	Audit de l'administration des prestations (prime de mobilité, de sujétion, de non-déménagement, indemnité pour frais d'études et indemnité pour charges de famille)

<i>Entité</i>	<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
	0108/05	5 décembre 2005	Enquête concernant des allégations de viol, de harcèlement sexuel et de menaces de mort mettant en cause un membre du personnel du TPIR
	0563/03	6 décembre 2005	Enquête concernant des demandes de remboursement frauduleuses de frais d'études
	0320/04	7 février 2006	Enquête concernant une violation de dispositions du Règlement financier des Nations Unies relatives au remboursement de frais d'études
	AA2005/260/05	16 février 2006	Audit du Programme d'assistance juridique
	0605/03	17 février 2006	Enquête concernant des allégations relatives à l'exportation illégale de trophées de chasse (peaux d'animaux) d'un État partie par un membre du personnel du TPIR
	0555/02	22 mai 2006	Enquête concernant une allégation selon laquelle un fonctionnaire du TPIR n'avait pas les qualifications professionnelles requises
	0454/04	22 mai 2006	Enquête sur une allégation selon laquelle un fonctionnaire du TPIR aurait enfreint des dispositions du Règlement financier relatives au remboursement de frais d'études
TPIY	0510/04	21 septembre 2005	Enquête sur la perte de matériel informatique
	AA2005/270/01	21 octobre 2005	Audit de l'administration des prestations
	AA2005/270/05	24 février 2006	Audit du Programme d'assistance juridique
UNFICYP	AP2005/654/01	25 octobre 2005	Examen de la discipline
UNRWA	0098/05	27 février 2006	Enquête concernant des actes de harcèlement et des abus d'autorité qui auraient été commis par un ancien membre du personnel de l'UNRWA
	0042/05	19 avril 2006	Enquête sur la mauvaise gestion présumée du Fonds de prévoyance et de possibles conflits d'intérêts concernant le Fonds
UNU	AE2005/370/01	26 avril 2006	Audit de la gestion des ressources

### C. Rapport adressé au Secrétaire général

<i>Date</i>	<i>Titre</i>
28 février 2006	Rapport semestriel, 1 <sup>er</sup> juillet-31 décembre 2005